

**RESEAU NATIONAL "JEUNES EN ERRANCE"**

**RENCONTRE NATIONALE DES  
PROFESSIONNELS "ERRANCE"**

**SAINT-BRIEUC 30-11 ET 1-12-2000**

**Rencontre financée par le ministère de l'emploi et de la solidarité**

**Compte-rendu rédigé par François Chobeaux  
C/o CEMEA. 24 rue Marc Seguin. 75018 Paris**

## INSERTION, STABILISATION ?

---

Que visons-nous ? Que souhaitent vivre demain les personnes avec qui nous travaillons ?

"Insérer", c'est mettre dans des cases. Et aujourd'hui "être inséré" c'est avoir un "vrai" travail, un logement à soi, les enfants à l'école, et pour durcir le trait la raclée à Madame de temps en temps et la petite du samedi soir. En France, il est toujours question de programmes et de dispositifs d'insertion. Nous savons d'où cela vient : des illusions du début des années 80 où certains croyaient alors qu'il suffisait d'un coup de pouce plus ou moins fort pour aider les jeunes n'ayant pas terminé un cursus scolaire à acquérir et valider des compétences techniques qui leur ouvriraient la porte de la vie adulte. Ils seraient alors "insérés".

Le problème est que pour de plus en plus de jeunes cette illusion simpliste ne tient pas, tant est grand l'écart entre ce qu'ils souhaitent comme vie d'insérés et ce que sont les réalités de l'emploi et les contraintes de la vie "normale". Et ne parler que "insertion sociale" c'est élaguer beaucoup de choses de ce que sont les personnes.

Et en ce qui nous concerne, ça ne tient absolument pas compte du fait que les jeunes en rupture avec qui nous travaillons refusent assez radicalement cette insertion qui leur est proposée.

Nous parlons donc de plus en plus de "stabilisation", en nous attachant alors à ce qu'ils trouvent eux-mêmes les cases qui leurs conviennent. Y compris la case du marginal, évidemment. Il s'agit alors de travailler vers des projets portant sur "être mieux", plus que des projets portant sur "l'accès à". Sauf si cela est nécessaire. Au fond, faire reconnaître le droit à des modes de vie qui peuvent différer plus ou moins fortement des normes majoritaires : travailler seulement quand le besoin s'en fait sentir, vivre en groupe et en habitat collectif, vivre en squat...

Et puis : comment valoriser les acquis de la rue, les acquis de la vie dans la zone ?

Mais comment être certains que ce n'est pas là défendre un faux droit à une vie au rabais, dans la précarité subie ? Le libéralisme économique aime bien les précaires ! Il y a ici un important débat qui porte sur un enjeu du travail social : quelle prise en compte de l'économie parallèle ?

S'inscrire dans un accompagnement visant une stabilisation choisie n'est pas s'interdire d'intervenir. Il y a des signes, des comportements qui montrent la souffrance et qui légitiment d'interpeller la personne sur ce qu'elle vit. Trois types de "fuites" sont ainsi identifiés : fuite dans les toxiques, fuite géographique, fuite dans la maladie mentale ou la souffrance psychique clairement montrée.

Tout ceci renvoie aux normes qui sont dans la tête de chacun : dans les leurs avec leurs refus têtus des insertions sociales "classiques", dans celle de nombreux travailleurs sociaux (et dans les nôtres aussi, probablement), avec nos modèles inconscients de ce qu'est une vraie insertion. Comment voir plus clair dans nos propres représentations, qu'elles soient celle d'une esthétique de la marginalité ou d'une "vraie" insertion ?

Se pose aussi la question des revenus sociaux : aides publiques, RMI, AAH.

Aider à contractualiser un RMI quelqu'un qui est en même temps dans le business et qui en tire des revenus non négligeables ? Est-ce que nous sommes là pour normaliser, ou pour aider cette personne à maintenir un équilibre financier construit à la fois sur le RMI et des revenus louches, en nous interdisant les jugements de valeur tout en l'alertant sur la précarité et les aléas de ses choix ? Et les moins de 25 ans, que faisons-nous d'autre que les accompagner de façon insatisfaisante jusqu'aux 25 ans qui signifient accès au RMI ? Faut-il alors se battre pour un revenu minimum de vie pour tous, donc avant 25 ans, ou pour une plus grande adéquation des dispositifs d'aide à l'insertion ? Le chemin est grand pour adapter TRACE et le FAJ à ces jeunes là...

Dernier avatar en développement, solution affreuse trouvée par certains intervenants faute de mieux : la voie royale COTOREP-AAH, donc un flux financier assuré... et un étiquetage à vie. Avec des questions posées par certains jeunes bénéficiaires de l'AAH : "comment fait-on pour sortir de ce dispositif ?"

# COMMUNIQUER

---

Communiquer ce que nous faisons, voyons, analysons, pensons, proposons...

Auprès de qui ? Comment ?

Communiquer pourquoi : pour que ça bouge, pour que ça avance, pour rencontrer d'autres comme nous, pour trouver de l'argent, pour informer sur les réalités des publics, pour présenter des savoir faire, pour informer le grand public...

## **Plusieurs moyens et supports possibles :**

Les rapports d'activités. Destinés à la tutelle, et c'est tout, "car c'est comme ça" ? Ou bien avec une diffusion large, auprès des partenaires de travail ? Avec rapidement des problèmes et des contraintes de lisibilité : pas de sous entendus implicites, un plan suivi d'année en année...

Les "plaquettes institutionnelles". Au fait, qui en a une ? Et si on les faisait circuler dans le réseau, pour montrer ?

Les réunions interpartenariales, les groupes de pilotage, avec leurs à côtés et leurs moments informels, avec également leurs tours de tables informatifs... Mais de toute façon le support papier remis après l'échange oral reste bien utile.

## **La question du travail avec la presse**

Vaste débat entre les participants. Il y a ceux qui ne disent jamais non, ceux qui trient et qui essaient de contrôler ce qui va sortir, ceux qui ne veulent pas. Aucune intervention n'a fait mention d'une recherche systématique de contacts.

Au positif : l'intérêt de promouvoir "l'image de marque" du service, de l'action. La preuve d'une estime et d'une reconnaissance. Un moyen original et inhabituel de réfléchir sur ce que l'on fait par l'effet même du questionnement "presse" qui n'est pas un questionnement "travail social". Et puis, si cela fonctionne bien, peu à peu une sorte "d'assurance vie" pour l'action présentée et médiatisée. Donc un moyen pour assurer la pérennité des actions.

Au négatif : le pigiste surbooké qui appelle à 10h pour un papier à rendre à 15h. Le sensationnalisme, facile avec notre public. Les phrases bêtes, réductrices, du type "enquête chez les drogués". La faible professionnalité des correspondants locaux de la presse régionale. Les heures passées avec le journaliste ou l'équipe télé pour un mauvais papier d'une demi colonne, pour quelques minutes d'images et d'entretien tronqué. Donc tous les risques d'une communication "grand public" que nous ne contrôlons pas, qui amènent chez plusieurs participants le refus de ce type de relations.

Dans les expériences de plusieurs participants, du travail positif et intéressant avec la presse professionnelle : ASH, Lien Social. Egalement avec des équipes télé préparant des documentaires, présents sur de longues durées.

### **De communiquer à publier**

Il y a également la possibilité de se forger des outils de communication et de diffuser ce que nous pensons par la publication directe : tribunes libres de la presse professionnelle, articles dans les revues professionnelles, et pourquoi pas l'aventure de la rédaction de livres, individuelle ou collective ?

### **Une certitude incontournable**

De toute façon, l'espace de la communication ne reste pas vide. Si nous n'y sommes pas présents, nous y laissons toute la place au sécuritaire, à l'ordre moral, au répressif.

Soyons-y donc présents avec nos observations, nos valeurs, nos choix de médias également.

## ACTION COLLECTIVE, ACTION INDIVIDUELLE

---

Beaucoup de ces jeunes sont pendant longtemps dans des fonctionnements collectifs fusionnels : "se tenir chaud avec les autres". Ce fusionnel est évidemment masqué par des discours portant sur des projets d'avenir construits, sur des dynamiques porteuses. Mais de fait il s'agit bien de groupes d'éclatement, rarement de groupes de projets. Ces groupes ont d'ailleurs bien peu de demandes, à part d'être aidés à être ensemble.

C'est toute l'histoire des squats, des groupes plus ou moins structurés, et de nos interventions. Travailler uniquement avec le groupe : pourquoi ? Dans quel objectif ?

Travailler uniquement avec les personnes ? Impossible si elles font partie d'un groupe. Donc travailler avec le groupe et pour travailler avec les personnes. Pour qu'elles sortent du groupe ? Pour qu'elles le transforment ? Pour qu'elles décident le plus lucidement possible... De toute façon c'est dans cette interaction des deux approches que chaque personne trouvera peu à peu ce qu'elle est, ce dont elle a besoin, ce que sont ses limites et ses possibilités. Une fois de plus, c'est partir d'où en sont les gens et pas partir d'où on voudrait qu'ils soient. D'autres que nous l'ont inventé depuis longtemps dans la prévention spécialisée et le pratiquent toujours dans le cadre du travail de rue.

Au fait, le groupe est-il au fond et de toute façon systématiquement mauvais ? Il est rapporté des expériences de groupes qui permettent de développer des pratiques musicales, qui font poids et qui contraignent donc à la reconnaissance publique. L'objectif final pourtant souvent assigné par les pouvoirs publics, surtout locaux, est de casser le groupe. Le wagon-accueil des punks fait tâche dans le paysage, ce sont tous des drogués, ce squat urbain est un nid de délinquants, ils attirent et pervertissent les plus jeunes... mais que fait la police ? Face à ce simplisme social et politique, nous avons à faire entendre le droit de tous à l'existence sous des formes diverses, parfois inhabituelles. Nous avons en même temps à faire entendre à ces groupes et à ceux qui les constituent qu'il y a des lois, des règles, et que tout ne leur est pas possible sous le prétexte qu'ils sont punks, toxicos, musiciens, exclus...

Et revoici, comme chaque année, des expériences récentes d'accompagnement de squats "municipaux" où des projets d'évolutions individuelles sont travaillés à partir de l'accompagnement de groupes dont la présence est acceptée dans des maisons "prêtées-confiées" pour quelques mois. Mais revoici en même temps le rêve de certains jeunes d'établir à long terme dans ces maisons des modes de vie collectifs alternatifs. Les exemples danois, hollandais, allemands ne sont pas si lointains et les gens circulent... Et si une vie était possible dans ce groupe là ? Comment travailler pour les aider à être individuellement autonomes et responsables dans un collectif porteur ? Beau projet social, et politique !

# **LES EVENEMENTS FESTIFS**

---

## **Zone et grands festivals**

Désaffection massive pour La Rochelle, Belfort, Bourges. Les raisons : structuration des dispositifs d'accueil, présence de police et de douane, au fond le fait que "ce n'est plus comme il y a quelques années".

Pourtant, toujours autant de monde à Aurillac en 2000. La forte intervention de police sur le terrain d'accueil, le samedi de fin de festival, va-t-elle générer une désaffection pour 2001 ? Ou au contraire va-t-elle amener des zonards venant pour jouer la seconde manche ? Ou bien continueront-ils à venir, "rituellement", car c'est la dernière rencontre de l'année ?

## **Zone et petits festivals**

C'était une hypothèse forte, c'est une certitude : ils y sont de plus en plus, et cette présence met ces événements en péril. Des tous petits organisateurs, des villages, cinq gendarmes... Ces petits festivals sont aujourd'hui les terrains de liberté qu'étaient les grands au début des années 90.

Les accompagnements sont difficiles : les organisateurs n'ont pas de moyens financiers, et pas de conscience des risques et des difficultés possibles. Les réponses ne peuvent être que locales, régionales : voir l'expérience acquise par la Sauvegarde de la Drôme à partir des équipes de prévention spécialisée et de la Mission insertion Musique.

## **Zone et technivals**

L'époque de l'anti techno est terminée ; la zone fréquente assidument ces nouveaux lieux. Probablement surtout pour l'ambiance, la liberté, plus que pour la musique en elle même ; c'est l'histoire des festivals du début des années 90 qui recommence.

## **Mélanges et fusions des publics**

Les aventures estivales font que les rencontres sont permanentes entre la zone, les amateurs de techno en dérive d'été, les jeunes plus ou moins paumés (ceux que nous appelions les apprentis, les amateurs) qui viennent découvrir cette vie merveilleuse. Ce qui fait qu'on ne peut plus rêver séparer ces publics comme nous essayons de le faire depuis deux ans à Aurillac, et qu'il faut donc bien admettre qu'ils sont à accueillir et à gérer ensemble. Tout au plus peut-on continuer à essayer de dissuader les plus frêles qui n'y connaissent strictement rien et qui se trompent totalement de terrain d'accueil.

## **Quelles présences du réseau dans les grands rassemblements 2001 ? Et avec quels partenariats ?**

La Sauvegarde de la Drôme continue ses accompagnements et présences dans les "petits" festivals du sud est, et à Annonay. Avec toujours la volonté de structurer l'équipe d'Annonay à partir de professionnels de la prévention spécialisée et de correspondants du réseau.

Les vieilles charrues, à Carhaix : nous n'y serons que si nous y sommes "explicitement", invités par les organisateurs, associés à la conception des dispositifs de sécurité des personnes, donc intégrés à

l'organisation du festival. Pas question d'y être "en pirates", cachés, sur le même plan que les associations de réduction des risques.

Aurillac : il y aura probablement un accueil spécialisé. Où ? Mystère. Le projet de faire évoluer le travail sur la toxicomanie et avec les usagers de drogues en travaillant en commun avec Médecins du Monde pour proposer du testing aux gobeurs de cachets.

Bourges : nous passerons voir comment cela fonctionne au gymnase Jean Guimier, de façon à savoir si cela dysfonctionne autant qu'en 2000. Et nous serons en permanence sur le site du Technival qui clôt traditionnellement le Printemps, en relation toute aussi permanente avec Médecins du Monde.

Voilà pour ce qui est certain. Le reste... ???